

La presse en Hainaut-Cambrésis à la fin du XVIII^e siècle

par Mikaël BOUGENIÈRES

Le *Journal du Hainaut et du Cambrésis* et son supplément *Les Affiches, Annonces et Avis divers pour les Provinces du Hainaut et du Cambrésis*, conservés aux Archives départementales du Nord et aux Archives municipales de Valenciennes, est paru du mercredi 2 juillet 1788 au samedi 27 juin 1789. Premier périodique à être publié dans les localités du Hainaut et du Cambrésis, il est l'un des derniers représentants de la presse conformiste de l'Ancien Régime bénéficiant du privilège du roi. Il fait partie de ces journaux moralisateurs qui s'engagent peu dans le débat politique et qui s'orientent davantage vers la publication de nouvelles locales, d'informations littéraires, de petites annonces. Il symbolise en quelque sorte la fin d'une époque journalistique, alors qu'on assiste en cette même période à la naissance d'une nouvelle presse engagée sur la voie de la politisation.

■ À la veille de la Révolution française

Au XVIII^e siècle, dans le Hainaut et le Cambrésis, la population est caractérisée par une forte fécondité. La région connaît, en effet, un boom démographique après 1699 qui se prolonge jusque dans les années 1770. À cette époque, Valenciennes compte un peu plus de 24 000 habitants, Cambrai environ 17 000. Parmi cette population, il est intéressant de chiffrer le pourcentage de personnes sachant lire et écrire, cela permet d'évaluer le nombre de lecteurs potentiels au moment de la parution du *Journal*. L'alphabétisation du diocèse de Cambrai présente au XVIII^e siècle un degré que n'atteignent pas la plupart des provinces du royaume. Entre 1780 et 1789, il y a 51,15 % d'alphabétisés à Cambrai et 50,75 % à Valenciennes. Le taux moyen d'alphabétisation de la France, mesuré à partir du nombre de personnes capables de signer leur acte de mariage, se situe alors à 37 %.

suite page 6

La presse agricole régionale : deux journaux pour une région

par Marie-Christine ALLART

Au XIX^e siècle, la presse s'intéresse à la question agricole et de nombreux journaux recèlent dans leur sous-titre les termes « agricole » ou « agriculture ». Le dépouillement de la *Bibliographie de la presse française, politique et d'information générale* pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais¹ montre qu'une quarantaine de journaux dans le Pas-de-Calais et environ quatre-vingt dix dans le Nord y font référence parfois dans leur titre mais surtout dans leur sous-titre surtout à la fin du XIX^e siècle. Ainsi *Le Phare du Pas-de-*



Dans les années quatre-vingt, la fusion de *L'Agriculture* et de *Horizon 59* donne naissance à *Agriculture Horizon*.

suite page 2

La presse agricole régionale : deux journaux pour une région

Calais, journal politique, littéraire, maritime, industriel et agricole ou *Le bon Flamand*, journal de la paix et de l'agriculture. Hebdomadaires ou quotidiens, éphémères ou faisant preuve de longévité, ces journaux traitent des problèmes agricoles dans une région où le monde paysan représente encore un pourcentage important de la population. Mais lorsque le journal perdure, souvent la référence agricole disparaît. Durant la Restauration, quelques publications spécialisées sont fondées². À Douai, un bibliothécaire et un médecin proposent dès 1825 un mensuel, *Le Journal de l'Agriculture du département du Nord* et des sociétés savantes possèdent leur revue comme le *Bulletin de la Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille*.

Dans les années 1860, sous le Second Empire, période de prospérité économique, une presse d'affaires, donc une presse agricole, se met en place. Ainsi, *La Tribune agricole*, hebdomadaire d'Avesnes se diffuse aussi dans le Valenciennois et le Cambrésis. Et si Henri Théry est le propriétaire du *Journal industriel du Nord de la France*, il possède également un *Journal agricole du Nord de la France*. Le Quesnoy a sa *Tribune agricole*, Raismes possède le *Nord agricole*, Bergues *L'Écho de la Mercuriale* et Cambrai, *L'Agriculture du Cambrésis*. À cela s'ajoutent de nombreuses publications, notamment les bulletins des sociétés d'agriculture par exemple ceux de la société du Pas-de-Calais et des arrondissements de Béthune, Boulogne, Montreuil, Saint-Pol, Saint-Omer pour ce département. Mais les deux grands titres de la presse agricole régionale ne prennent véritablement naissance qu'au tournant du XIX^e siècle. Ces deux centenaires qui ont fait face aux guerres, aux remous du monde agricole, ont évolué, changé de noms pour s'adapter et traverser le XX^e siècle.

■ Face à face catholiques-républicains

La presse agricole émane des syndicats agricoles, eux-mêmes émanation des sociétés d'agriculture qui reflètent les divisions politiques. Dans les débuts de la Troisième République, un face à face oppose les républicains anticléricaux, comme Célestin Jonnart conseiller



En 1942, *L'Écho des Syndicats agricoles* est l'organe de la Corporation paysanne du Nord et de la Corporation paysanne du Pas-de-Calais, mises en place par le gouvernement de Vichy.

général, ministre, gouverneur d'Algérie... et les catholiques conservateurs ou démocrates, tel le vicomte de Bizemont, le comte d'Hespel. Or, la crise agricole de la fin du XIX^e siècle met en évidence des faiblesses et l'inorganisation laisse la place à l'action collective. Les sociétés d'agriculture, organes de réflexion, de délibération encouragent donc la création de syndicats-boutiques qui utilisent leurs locaux, leurs bulletins. Ces syndicats d'arrondissement, de cantons, de communes dont certains posent aussi les problèmes agricoles se fédèrent ensuite en unités régionales et trois unions se partagent la région. Si la première née, en 1891, l'Union des syndicats agricoles de la région du Nord, de tendance conservatrice, n'a qu'une influence restreinte en revanche, l'Union des syndicats agricoles du Pas-de-Calais, républicaine, née 1897 et la Fédération agricole du Nord de la France, confessionnelle, née en 1902, s'implantent durablement dans la région et propagent leurs idées à travers leur journal respectif : *L'Agriculture de la Région du Nord*, *L'ARN*³, porte-parole des républicains, basé à Arras et *L'Écho des Syndicats agricoles*⁴, catholique, hostile aux républicains, basé à Lille.

L'ARN s'adresse à une élite et a pour but d'attacher le monde paysan à la République. Il revendique l'étiquette de presse d'opinion. Il fait régulièrement la revue critique de l'actualité

française et étrangère. Ainsi, il se félicite en 1898 de l'échec des socialistes aux élections législatives. Il contribue à modeler l'opinion paysanne. Cette dernière intention se manifeste le plus souvent au travers d'une rubrique « Poignée de nouvelles ». Il exprime le point de vue de l'agriculture « officielle ». Agriculture et politique sont étroitement mêlées. D'ailleurs, en 1899, son comité de rédaction composé de vingt-et-un membres comprend deux sénateurs, quatre députés, cinq conseillers généraux et conseillers d'arrondissement. Parmi eux, douze personnes sont directement liées à l'agriculture puisque cinq d'entre elles sont agriculteurs, cinq exercent des responsabilités dans des organisations agricoles et l'on compte également un professeur d'agriculture et un ingénieur agricole. Charles Jonnart, républicain fortement impliqué dans la formation de la Fédération des Sociétés agricoles ou Henri Bachelet⁵ en sont des représentants éminents.

Comme de nombreuses publications des associations agricoles, *L'ARN* a pour but avoué dès l'origine de défendre les intérêts du monde agricole. Il entend le faire sur deux terrains : le terrain économique et le terrain de la technique agricole. En économie par exemple, il défend la cause du protectionnisme. Avec des articles simples, faciles à lire, il traite des questions professionnelles comme les excédents de production, les tarifs douaniers, la

La presse agricole régionale : deux journaux pour une région

législation. Il fournit aussi un service de renseignements en assurant la publication complète des cours de tous les marchés de la région. Pour la technique, il s'agit de vulgariser de bonnes méthodes de culture. D'ailleurs, C. Maréchal à qui revient l'initiative de la création de cet hebdomadaire, un ingénieur agronome, professeur départemental d'agriculture, lui a assigné comme mission la diffusion des innovations, la lutte contre la routine et les préjugés.

En janvier 1899, l'abonnement passe de 6 à 4 francs car « Nous n'avons pas vocation de donner des bénéfices aux actionnaires mais de mettre la science et le progrès à la portée de tous »⁶. La documentation technique agricole et horticole à destination des enseignants prend de l'importance. Tribondeau, le professeur départemental d'agriculture, ou Hyacinthe Francq, professeur au collège de Boulogne et rédacteur en chef de 1919 jusqu'à sa mort en 1928, font partie des journalistes marquants. Il n'est donc pas étonnant qu'une place sans cesse plus large soit accordée à l'enseignement agricole et en particulier aux instituteurs auxquels l'hebdomadaire propose de devenir une référence par un florilège d'informations agricoles et horticoles. Et bientôt apparaissent des sujets de devoirs avec leurs corrigés fournis la semaine suivante. Ce porte-parole des syndicats a un tirage limité. De 1895 à 1909, 1 500 exemplaires paraissent chaque semaine et cela monte à 2 600 pour la période 1900-1914. Par la suite la plupart des lecteurs reçoivent le journal à titre d'adhérents de l'Union agricole du Pas-de-Calais par l'intermédiaire de leur coopérative ou de leur syndicat qui ont décidé de les abonner sans aucune formalité à faire. Il paraît chaque vendredi et ne s'interrompt que du 10 juillet 1914 au 31 janvier 1919 pour redevenir un hebdomadaire dès novembre 1919.

L'Écho des Syndicats agricoles fondé en 1902 sous l'appellation *Circulaire hebdomadaire de l'Union des Syndicats agricoles de la région du Nord et de la Fédération des Associations agricoles du Nord de la France*, prend ce titre en novembre 1904. Dans les années précédant la guerre, son prix réduit, 2 francs, et sa lecture facile lui donnent une large audience qui s'élève

à 10 000 abonnés en 1913. De petit format, se présentant comme un cahier, il recèle de nombreuses pages d'annonces et de publicités agricoles.

Le caractère chrétien de la Fédération fait qu'elle ne s'intéresse pas seulement à l'économique mais aussi à l'individu dans sa globalité. La conception de son rôle est plus large avec une volonté d'encadrement de l'individu plus affirmée. Des prêtres, les missionnaires agricoles, tiennent la plume. En effet, le pape Léon XIII dans l'encyclique *Rerum Novarum* avait dénoncé « la cupidité d'une concurrence effrénée », « la concurrence des pays neufs à laquelle se trouvait livrée sans défense l'agriculture sacrifiée ». Des prêtres se mettent alors au service du syndicalisme agricole. Dans la région, les évêques nomment des « missionnaires agricoles », des prêtres spécialisés issus du milieu agricole, munis d'une sérieuse formation technique tels l'abbé Leroy, « un ami et un serviteur des paysans », l'abbé Foulon, l'abbé Patou, tous professeurs d'agriculture. Ils écrivent régulièrement des articles dans *L'Écho des Syndicats* dont le directeur, l'abbé Outters (1880-1943), souhaitait des liens très forts avec l'enseignement. Le journal représentait un moyen de vulgarisation des techniques agricoles, un outil de formation et un organe des études agricoles par correspondance. Il rédigea d'ailleurs lui-même de nombreux articles techniques.

Interrompu lui aussi pendant la Grande Guerre, *L'Écho* reparait en avril 1919, se présentant d'abord sur une simple feuille. Comme la tâche est immense, les syndicats agricoles du Pas-de-Calais fondent leur propre fédération et *L'Écho* devient l'organe des fédérations des deux départements.

■ L'après-guerre

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la publication des deux journaux s'in-

REUSSIR HEBDOMADAIRE PROFESSIONNEL AGRICOLE RÉGIONAL
2,10 Euros
n° 3253
Vendredi 6 juin 2008
Nord-Pas-de-Calais

le syndicat AGRICOLE

→ CRISE PORCINE p. 7
Les éleveurs ont manifesté devant l'usine Jean Caby à Saint-André-lez-Lille

→ ÉVÉNEMENTS p. 10 à 16
Ferme en Ville, Terres en Fête, Relais des paysans : les agriculteurs communiquent

2^{ème} Salon Agricole Régional (chez DAVID à Guise) **LES 6, 7, 8 JUIN**

400 matériels neufs
Sélection occasions
Nouveautés : tracteurs, mois, bœufs, remorques, ARTEC...
Animations enfants - restauration
Hélicoptère - Concours de conduite

Actuellement, le lectorat du *Syndicat agricole* est essentiellement composé d'agriculteurs en activité.

terrompt de nouveau, reprend mais à la Libération, l'évolution des deux journaux reflètent les temps troublés du syndicalisme agricole.

L'Echo des Syndicats devient l'« Organe hebdomadaire de la Corporation paysanne du Nord et de la Corporation paysanne du Pas-de-Calais » en 1942, corporation mise en place par Vichy. Il relate donc la réunion du 31 mars 1942, où, en présence du frère du maréchal Pétain, Antoine Pétain, cultivateur de Cauchy-la-Tour, 1 500 agriculteurs délégués de 816 communes pourvues d'un Syndicat agricole corporatif ont créé à Arras l'Union régionale corporative agricole du Pas-de-Calais. Et si le journal ne fait aucun commentaire d'actualité, l'idéologie pétainiste passe par la place accordée par exemple à la Fête des Mamans qui occupe deux fois la Une en mai 1942. Le comte d'Hespel et le chanoine Outters, respectivement fondateur et secrétaire général de la Fédération du Nord et animateurs de *L'Écho des Syndicats agricoles*, meurent en 1943 ; une nou-

La presse agricole régionale : deux journaux pour une région



En 1949, *L'Agriculture du Pas-de-Calais* succède à *L'Agriculture de la Région du Nord*, après fusion avec *Le Bulletin agricole*.

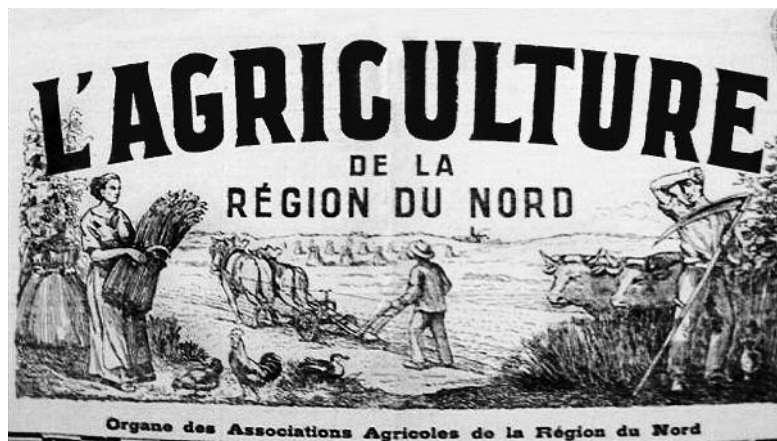
velle équipe se met en place avec notamment l'abbé Ruckebusch. Son dernier numéro paraît le 26 août 1944 ; la Corporation paysanne est dissoute. Michel Ruckebusch fonde alors *Le Syndicat agricole* dont le premier numéro sort le paraît le 21 octobre 1944⁷. Sous-titré «organe professionnel» sans autres précisions, il reprend la présentation de *L'Écho des Syndicats* et indique les adresses des Fédérations du Nord et du Pas-de-Calais. La Fédération s'oppose à la mise en place de la CGA, la Confédération générale de l'agriculture, que l'État souhaite implanté comme organisme de représentation des agriculteurs. Après une période de lutte, en juin 1945 une ordonnance reconnaît la reconstitution des syndicats et, en 1946, la Fédération des exploitants agricoles du Nord se met en place. *Le Syndicat agricole* devient l'organe de la FDSEA.

Organe d'information, *Le Syndicat agricole* se veut aussi organe de formation car, à une époque où les lycées et collèges agricoles étaient peu nombreux, son fondateur, ancien professeur d'agriculture attache une grande importance à ce volet. À la fois directeur de la Fédération agricole et directeur de publication du journal, «l'éminence verte de l'agriculture du Nord» écrit des éditoriaux sous son nom ou sous son pseudonyme Jean Delater. Il dirige le journal pendant 40 ans jusqu'à sa mort en 1984, année de la mort également de son principal collaborateur Pierre Souchon. Le lendemain de l'anniversaire des 40 ans de l'hebdomadaire, le bandeau de la Une se modifie et deux éditions se mettent en place, une par département. Dès lors la carte des deux départements disparaît pour

laisser place à un clocher. En 1987, une nouvelle étape est franchie, le rédacteur en chef unique laisse place à deux rédacteurs, un pour le Nord et un pour le Pas-de-Calais et l'éditorial désormais alterne entre les deux départements. Mais dans le Nord, à la Libération, le directeur départemental des Services agricoles, commissaire du gouvernement auprès de l'Union régionale corporative agricole du Nord, Maurice Martin, s'oppose à la Fédération et à son journal. Il lance donc un nouveau titre *Le Nord agricole*, organe hebdomadaire de la CGA, hebdomadaire d'information et de défense professionnelle. Ce quatre pages qui souffre du contingentement de papier se veut proche du lectorat auquel il s'adresse volontiers. Journal de documentation, il se veut critique et n'hésite pas à répondre aux articles de son concurrent *Le Syndicat agricole*⁸. Julien Matte qui avait fondé *Terre du Nord* et *La Renaissance agricole* donne vie à cet hebdomadaire dont il est le rédacteur-fondateur de 1944 à 1949. En 1978, il laisse place à *Horizon 59-Nord agricole*.

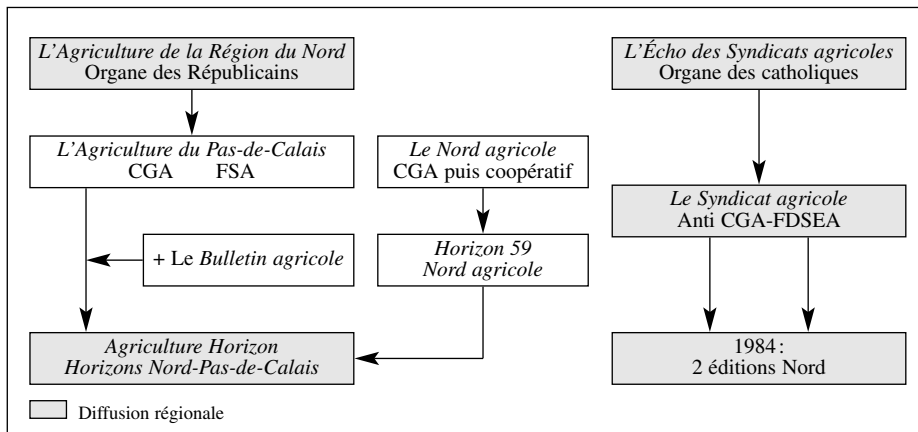
Dans le Pas-de-Calais, *L'ARN* cesse de paraître le 4 mai 1940 et, après 18 mois de silence, sa publication reprend le 16 octobre 1941. Le journal sort alors des presses de la Nouvelle Société anonyme du Pas-de-Calais avec une parution bimensuelle. «Travailler et servir» est le mot d'ordre que s'est donné *L'ARN* ; le ton est neutre. Il faut attendre le numéro de septembre 1944 qui indique qu'«ils sont partis» pour que *L'ARN* renoue avec l'actualité. *L'ARN* devient un journal départemental *L'Agriculture*, organe des associations agricoles du Pas-de-Calais. Dans le bandeau de sa Une, les sous-titres successifs reflètent les changements des structures agricoles. *L'ARN* devient l'«Organe départemental de la CGA du Pas-de-Calais» dès le 21 avril 1945 avant de devenir le 13 mars 1948 l'«Organe de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles et des associations agricoles du Pas-de-Calais». Mais l'unité syndicale n'est pas réalisée dans le Pas-de-Calais ; au sein de la Fédération subsiste deux groupements reflétant toujours l'opposition de la Grand'Place d'Arras républicaine et du 22 boulevard Carnot catholique : la Fédération des exploitants et la Fédération agricole.

Le 1^{er} octobre 1949, *L'ARN*, désormais journal départemental, laisse place au premier numéro de *L'Agriculture du Pas-de-Calais*. Ce dernier est issu du rapprochement entre *L'ARN* et *Le Bulletin agricole*, publication qui touchait les arrondissements sinistrés du littoral. Cette fusion se traduit dans la Une par la présence de la façade histo-



L'Agriculture de la Région du Nord a été créée par des républicains pour défendre les intérêts du monde agricole sur les terrains économique et technique.

La presse agricole régionale : deux journaux pour une région



rique de la Grand'Place dominée par le beffroi et par un phare. Le but est de continuer l'œuvre entreprise, d'être toujours au service de la paysannerie mais avec des méthodes renouvelées et des moyens nouveaux.

Un nouvel état d'esprit s'installe, le journal doit certes renseigner et instruire les agriculteurs mais il doit aussi distraire, intéresser les femmes et les enfants. Désormais, à côté de l'actualité agricole et des grandes rubriques techniques, économiques, fiscales, syndicales... prennent place des rubriques familiales, ménagères. Les transformations se poursuivent. En 1969, l'union syndicale est réalisée avec la naissance de la Fédération des Syndicats agricoles, *L'Agriculture* devient le porte-parole de la FSA.

À la fin des années quatre-vingt, le journal s'associe à *Horizon 59* puis les deux hebdomadaires fusionnent sous le titre *Agriculture Horizon*. Comme l'illustre le bandeau qui présente la carte des deux départements, c'est le retour à une diffusion régionale pour cet hebdomadaire familial et rural. Ses rubriques diversifiées traitent certes de l'agricul-

ture mais aussi de l'agroalimentaire, de la ruralité, de l'environnement... et sa Une peut se faire sur des thèmes non agricoles comme «Dunkerque en grève», «Les charitables de Béthune»...

Si les références à l'agriculture reflètent d'un lectorat majoritairement rural ou d'origine rurale ont progressivement disparu, si de nombreuses publications agricoles n'ont eu qu'une existence éphémère ou très circonscrite, deux hebdomadaires reflétant des luttes idéologiques de la III^e République ont perduré depuis leur création, ont fêté leur centenaire et se portent bien. Ainsi, à côté d'une presse agricole nationale, généraliste ou sectorisée, la région a conservé ses titres. De spécifiquement agricoles ils sont devenus aussi ruraux, de professionnels ils sont aussi devenus attractifs pour l'ensemble des membres de la famille. D'ailleurs, *Agriculture-Horizon* qui a pris le titre d'*Horizons Nord-Pas-de-Calais* en octobre 2008 publie désormais un supplément, *Le Mag*, destiné au grand public.



Agriculture Horizon se veut un hebdomadaire familial et rural.

Le Syndicat agricole a pour vocation l'agriculture régionale avec un lectorat composé pour l'essentiel d'agriculteurs en activité alors *Horizons Nord-Pas-de-Calais* se présente comme le premier journal des professionnels de l'agriculture. Les rivaux sont devenus complémentaires.

Marie-Christine Allart est enseignante dans le secondaire, docteur en histoire, spécialisée dans l'étude du monde rural et agricole, membre de l'IRHis de l'université Charles-de-Gaulle-Lille 3.

1. G. Bellart, P. Bougard, J. Watelet, *Bibliographie de la Presse française, politique et d'information générale, 1865-1944*, 62, Paris, N.N., 1968, 116; P. Caillot, F. Finelli, F. Quinton, L. Trenard, *Bibliographie de la Presse française, politique et d'information générale, 1865-1944*, 59, Paris, 1976, 261 p.

2. J-P Visse, *La Presse du Nord et du Pas-de-Calais au temps de L'Écho du Nord (1819-1944)*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2004, 280 p.

3. Il est enregistré sous diverses cotes aux AD du Pas-de-Calais : BHB 2388 de 1893 à 1898; PG 226 de 1899 à 1944; PE 133 de septembre 1944 à 1960; PG 226 de 1960 à janvier 1974; PE 133 depuis le 7 janvier 1974.

4. Il est enregistré aux AD du Nord sous la cote Journaux 271 et aux AD du Pas-de-Calais sous la cote PE 153.

5. Charles Jonnart (1857-1927), issu d'une famille rurale de l'Audomarois, fut un homme politique de stature nationale. Haut-fonctionnaire, ambassadeur, ministre, il fut aussi sénateur, député et président du Conseil général. Henri Bachelet (1852-1930), propriétaire-agriculteur à Vaulx-Vraucourt, fut conseiller général de Croisilles, sénateur Union républicaine et son fils Paul Bachelet (1878-1967), sénateur également, ingénieur agronome et exploitant agricole, présida le conseil d'administration de L'ARN ainsi que la Société centrale d'agriculture du Pas-de-Calais.

6. AD du Pas-de-Calais, PG 226/1

7. Il est enregistré sous la cote Per 694 aux AD du Nord.

8. Par exemple, un article publié dans le numéro du 9 mars répond à celui publié le 5 janvier 1946.

suite de la page 1

Pourquoi les provinces du Hainaut et du Cambrésis se sont-elles dotées si tardivement d'un périodique ? Deux raisons peuvent être avancées. D'une part, la concurrence exercée par les autres journaux paraissant dans les Pays-Bas français à cette époque. D'autre part, au XVIII^e siècle c'est la philosophie des Lumières qui anime la pensée européenne. Or les provinces du Hainaut et du Cambrésis, catholiques traditionnelles, ne semblent pas être un point d'ancrage de la philosophie nouvelle, ce qui expliquerait le retard pris pour la parution d'un journal.

Néanmoins, l'existence d'une élite cultivée a sans doute contribué à la naissance du *Journal du Hainaut et du Cambrésis*. Au XVIII^e siècle, le diocèse de Cambrai présente en effet un taux de scolarisation secondaire supérieur à la moyenne nationale. En 1789, le collège Sainte-Croix de Valenciennes dispose d'un effectif de 400 élèves tandis que le collège de Cambrai, tenu par des prêtres séculiers, compte 300 élèves.

■ Quel journal ? Quelle équipe ?

Le *Journal du Hainaut et du Cambrésis* est un bihebdomadaire publié chaque mercredi et chaque samedi. Il se présente sous la forme d'un petit cahier de huit pages in-4°. Sur la page de présentation du journal apparaît une citation latine d'Horace en guise de devise journalistique *Quid verum atque decens curo et rugo, et omnis in hoc sum* (Horace, Lib I, Ep I), « Tout ce que je pressens et souhaite d'authentique et de convenable, je m'y plonge tout entier. » Le journaliste est évidemment en quête de faits authentiques.

Le prix d'abonnement est de 12 livres de France pour Valenciennes et Cambrai, et de 15 livres pour tout le royaume. À titre de comparaison, le salaire d'un ouvrier à la fin du XVIII^e siècle est compris entre 10 et 15 livres par mois, le prix de l'abonnement est donc élevé. Cependant pour un public qui dispose de revenus confortables, il semblait assez modéré. On pouvait souscrire à Valenciennes chez Jean-Baptiste Adrien Henry, imprimeur-libraire installé place du Marché au poisson¹, à Cambrai chez l'imprimeur-libraire Samuel Berthoud (deuxième du nom) dont la boutique était située

sur la place au Bois. On pouvait également souscrire chez les principaux libraires du Hainaut, du Cambrésis, de Flandre et d'Artois, dans les bureaux de poste, et à Paris au bureau du *Censeur universel anglais*. Le *Journal du Hainaut et du Cambrésis* est donc diffusé dans tout le nord de la France mais aussi dans d'autres villes du royaume. Un numéro du journal indique que l'on pouvait également s'abonner à Rouen et à Caen.

Le principal rédacteur du *Journal du Hainaut et du Cambrésis* est le chevalier de Limoges qui reste un relatif inconnu. En tout cas, il n'est pas originaire de Valenciennes. Louis Charles de Limoges est issu d'une famille noble anciennement implantée en Haute-Normandie. On y retrouve la trace des Limoges de Saint-Saens depuis le XVI^e siècle. Il est possible qu'il soit originaire de Rouen d'après quelques indices disséminés dans les numéros du *Journal*. Enfin, il aurait fait ses études au collège du Plessis à Paris.

Sous la Révolution, il abandonne sa particule. Il ne signe plus que Louis Charles Limoges. En décembre 1789, il fonde à Rouen *L'Abeille politique et littéraire* imprimée dans sa propre imprimerie. Ce journal est nettement engagé dans la propagande contre-révolutionnaire et prend la défense de la noblesse en publiant de nombreuses protestations contre l'abolition des titres. *L'Abeille* reproduit des pamphlets contre-révolutionnaires d'une grande violence, ce qui vaut à Limoges d'être arrêté comme suspect. *L'Abeille* disparaît en septembre 1792. À sa sortie de prison, Limoges crée, en 1795, le *Journal du Soir*, journal qui est vendu à Lisieux. Il survit à la Terreur mais ensuite nous n'avons plus trace de lui. Amoureux des belles lettres, il est l'auteur de plusieurs poèmes et d'une comédie en deux actes mêlée de vaudevilles : *Julie et Colin*.



L'imprimerie de Samuel Berthoud, située place au bois à Cambrai, ici en 1831, où l'on peut s'abonner au *Journal du Hainaut et du Cambrésis*. (Aquarelle de Grohain. Musée de Douai, fonds Berthoud)

Le principal collaborateur du chevalier de Limoges est Salomon Debavay, avocat-échevin à Valenciennes. Passionné par l'histoire locale, il se charge de la rubrique historique du *Journal*, et en assure également la rédaction en l'absence de son propriétaire. Soucieux de cultiver le lectorat sur son patrimoine historique, il retrace l'histoire de la région du Hainaut-Cambrésis depuis l'époque médiévale.

Gabriel Antoine Joseph Hécart (1755-1838) collabore également à la rédaction des rubriques littéraires. Cet homme de lettres est né à Valenciennes où il passe toute sa vie. Il est membre de la commission d'Instruction publique et du Cabinet littéraire de Valenciennes. C'est sans encombre qu'il traverse la Révolution, servant les autorités aussi bien sous l'Ancien Régime que sous les gouvernements qui lui succédèrent. Il est l'auteur de nombreux ouvrages de référence à but essentiellement pratique.

Le docteur Dufresnoy est le troisième principal collaborateur. Il se charge des rubriques médicales et économiques du journal. Il est docteur en médecine à l'Université de Montpellier, conseiller du roi, médecin consultant des camps et armées de Sa Majesté, correspondant de la Société royale de médecine de Paris, médecin de l'hôpital militaire de Valenciennes. Ce médecin a beaucoup marqué la ville de Valenciennes. Il prétendait guérir au moyen de poisons

La presse en Hainaut-Cambrésis à la fin du XVIII^e siècle

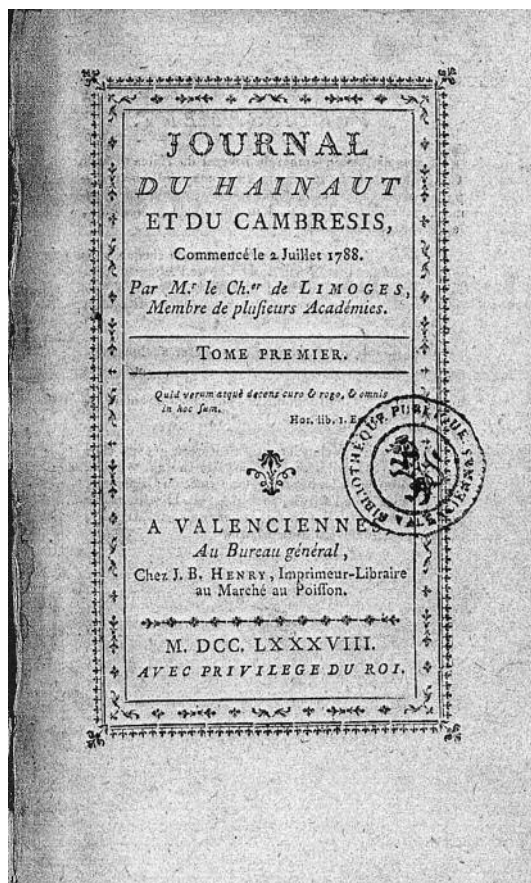
végétaux mais comme l'écrit Hécart «malheureusement il n'a réussi qu'à guérir ses malades de la maladie de la vie.»

■ Un journal d'annonces et de critiques littéraires

La littérature est le domaine privilégié du *Journal*. Le chevalier de Limoges est un chroniqueur qui multiplie les comptes rendus d'ouvrages : romans, essais philosophiques, poésies. Son avis est la plupart du temps élogieux, tout juste fait-il quelques reproches sur le style ou le ton. Dans le *Journal* figurent surtout des comptes rendus d'ouvrages ayant connu un succès retentissant auprès du public parisien. Le chevalier de Limoges exerce en quelque sorte un rôle de médiateur culturel, faisant connaître au public des œuvres qu'il estime être, comme il le dit, de «véritables beautés de style». Il semble faire montre de chauvinisme car les quelques jugements négatifs visent surtout des œuvres étrangères. Cette prise de position affirmée contre la littérature étrangère ne l'empêche pas cependant de publier quelques contes ou poèmes orientaux.

L'étude du *Journal du Hainaut et du Cambrésis* permet de reconstituer le calendrier théâtral des années 1788-1789. La plupart des œuvres jouées au théâtre de Valenciennes sont contemporaines, les comédies et les opéras comiques prédominent. On observe une désaffection du public pour la tragédie. Par contre, le «bas-comique», celui qui fait éclater de rire, est fort apprécié des Valenciennois. Parmi les pièces les plus représentées, citons *Nani ou la folle par amour*, *Janot ou les battus paient l'amende*. On trouve aussi le «haut-comique» plus exigeant en matière littéraire, mais aussi des pièces plus anciennes et célèbres. Le répertoire théâtral est essentiellement composé de pièces déjà représentées à Paris et souvent importées avec retard. Le théâtre de Valenciennes du XVIII^e siècle n'a donc aucun caractère local ni provincial, le directeur du théâtre n'accepte que quelques pièces d'auteurs locaux. À l'époque, le théâtre est un splendide bâtiment neuf qui vient d'être recons-

truit, d'après le projet de Laurent de Lompnet. C'est en raison du danger permanent d'incendie dû à l'utilisation de flambeaux et de feux d'artifice que le Magistrat décide de la démolition de l'ancienne salle de spectacles et de sa reconstruction. La dépense totale de l'édifice s'élève à 240 000 livres, somme extraordinaire pour une ville comme Valenciennes. La salle de spectacles est construite sur l'ancienne halle au blé, la halle Saint-Georges, l'un des bâtiments composant l'hôtel de ville destiné à l'approvisionnement de la ville en céréales.



Première page du *Journal du Hainaut et du Cambrésis*. (Archives municipales de Valenciennes)

■ L'actualité économique, médicale et scientifique

Le *Journal du Hainaut et du Cambrésis* n'est pas seulement un périodique littéraire, il s'intéresse de près à l'actualité économique et scientifique. La rubrique «Agriculture» fait état des expériences agronomiques tentées dans la région, des nouvelles plantes, des progrès techniques. Elle donne régulièrement des conseils pour améliorer le rendement et la fertilité des terres.

Outre la culture des céréales traditionnelles (blé, seigle, avoine, orge) et les autres cultures présentes dans la région comme le lin, le tabac, la chicorée, le *Journal* accorde une attention particulière à l'introduction de nouvelles plantes. La pomme de terre, qui prend rapidement une grande importance dans l'alimentation des habitants du Hainaut et du Cambrésis. L'ortie grièche qui doit suppléer au défaut des fourrages en cas de disette. Son utilisation en tant qu'alimentation du bétail trouve son origine en Suède. L'ortie grièche est censée améliorer la qualité du lait et du beurre.

L'état des récoltes dans le Hainaut et le Cambrésis à la fin de l'Ancien Régime est connu grâce au *Journal*. Il rapporte que dans les années 1787-1788 ces récoltes ont subi d'importants dommages à cause de nombreuses intempéries et de perturbations climatiques. L'année 1788 est marquée, au printemps, par deux mois de sécheresse, suivis d'un été désastreux avec de violents orages et des averses de grêle qui touchent toute la partie nord de la France. Elles détruisent massivement des récoltes et entraînent une hausse remarquable des prix des grains. Ainsi les prix du blé et du seigle, qui constituent la base de l'alimentation, subissent une augmentation continue. En l'espace d'un an, le prix du blé fait plus que doubler : il passe de 6 voire 7 livres par mencaud en juillet 1788 à plus de 14 livres en juin 1789. La cherté excessive du blé et sa rareté sur le marché sont responsables de disettes et de famines. La cherté considérable du pain est d'ailleurs à l'origine d'une l'éméute frumentaire le 24 juillet 1789 à Valenciennes.

Dans le domaine scientifique, le journal fait état de découvertes médicales et d'expériences nouvelles. La rubrique scientifique énonce des découvertes aussi variées que l'apparition d'un nouveau poison, l'inflammabilité de l'éther, un nouvel engrais issu du mélange de la chaux avec le fumier. En effet, les cultivateurs aidés des chercheurs étaient toujours en quête de nouveaux engrais permettant d'augmenter les rendements.

La presse en Hainaut-Cambrésis à la fin du XVIII^e siècle

Le journal évoque régulièrement une graine, dont la découverte est récente et dont on commence, dès 1700, à apprécier les bienfaits, le café. À la fin de l'Ancien Régime, le café apparaît comme une nouvelle habitude alimentaire. Il fait partie de ces nouvelles boissons que l'on consomme au quotidien avec le chocolat et le thé. Réservés dans un premier temps à la cour, ils se répandent progressivement parmi les nobles.

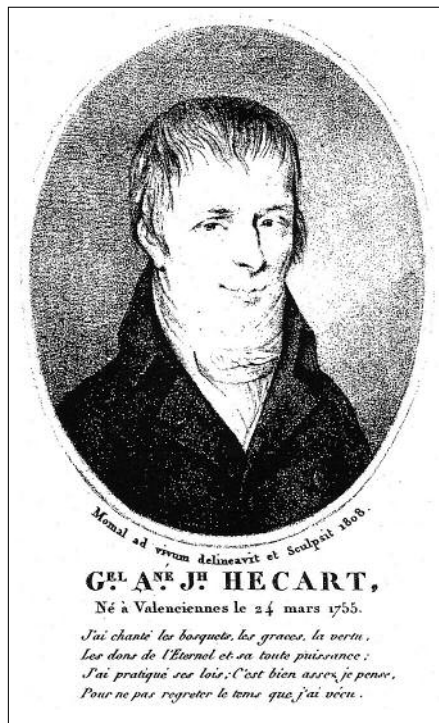
Le numéro 51 du 24 décembre 1788 annonce l'arrivée d'une nouvelle maladie: le catarrhe épidémique qui règne partout en France, que l'on soigne à l'aide d'infusions. Enfin, pour l'anecdote, le Docteur Dufresnoy prévient ses lecteurs contre les dangers des enterrements précipités. Il leur conseille de se méfier des apparences trompeuses. Il est en effet courant d'enterrer des gens se trouvant en état d'apoplexie à la suite d'une hémorragie cérébrale. Dans un numéro du journal, un lecteur raconte d'ailleurs la résurrection surprenante de sa tante. Le neveu apprenant qu'il est déshérité frappe du poing sur le cercueil. Il fait ainsi tomber la soi-disant morte qui se réveille d'un état léthargique. L'histoire se termine bien, la tante, reconnaissante, décide de casser son testament en faveur de son neveu.

■ Le reflet de la vie sociale

L'étude de la presse permet de rendre compte des mentalités, des modes et des idées qui marquent la société à une époque déterminée. *Le Journal du Hainaut et du Cambrésis*, au travers de ses rubriques et des courriers des lecteurs, présente la vie quotidienne des habitants du Hainaut et du Cambrésis, il permet d'étudier les mœurs et les coutumes locales. Concernant les habitudes alimentaires propres à la région, on note la part prépondérante des céréales et du pain. Comme partout ailleurs en France, le pain est le symbole quasi religieux de la nourriture.

Le *Journal* s'adressant à une élite urbaine, ce sont surtout les mœurs de cette classe qu'il décrit dans ses articles. Ainsi le rédacteur nous fait part d'une découverte culinaire censée améliorer la vie quotidienne: une nouvelle sauce accommodant les asperges. C'est en effet au milieu du XVIII^e siècle qu'on

assiste à l'apparition des sauces, surtout recommandées pour accompagner le poisson.



L'érudit valenciennois Gabriel Antoine Joseph Hécart collabore au *Journal du Hainaut et du Cambrésis*. (Jocelyne Bournonville, *Valentiana*, n° 1, 1988)

Le rédacteur donne à l'élite urbaine des règles de conduite et des conseils de bienséance dans une série d'articles consacrés aux bonnes manières, qui renvoient là à l'image d'un journal moraliste. Dans le numéro 5 le rédacteur publie un «Traité de politesse» sur une «question intéressante». Il s'agit de savoir si «l'on peut se dispenser de rendre une visite». Ce genre de traité était courant aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les traités de civilité, pouvant être considérés comme des cours de bienséance, se succédaient pour tracer les contours de l'urbanité. Le savoir-vivre se diffusait en effet de la Cour vers la ville à travers ces livres, utilisés dans les collèges et les écoles élémentaires, qui enseignaient l'art du dressage corporel et de l'apprentissage gestuel, indiquant le refus des manières collectives traditionnelles propres aux «gens de village».

Le *Journal* ne rompt pas avec ces habitudes anciennes, le rédacteur insiste sur le fait de bien se comporter, de savoir s'exprimer avec éloquence, autant de conseils assurent une distinction sociale: le noble ou le bourgeois doit se

différencier du «menu peuple» par ses bonnes manières, le citadin doit se distinguer du paysan.

Plusieurs articles s'intéressent à la mode vestimentaire, en particulier chez les femmes. Le rédacteur remarque que la mode est aux vêtements bigarrés: des robes bleues garnies de vert ou vice-versa. Cette mode appelée «le préjugé vaincu» est une révolution vestimentaire. C'est en effet la première fois que dans l'habillement ces deux couleurs, le vert et le bleu, sont associés. Au XVIII^e siècle, le costume féminin évolue à la fois dans les tissus et dans les teintes, le coton remplace les étoffes de laine et de chanvre, les teintes sombres traditionnelles sont abandonnées pour des étoffes colorées et imprimées, d'où l'apparition de ces robes bigarrées.

Le *Journal* consacre plusieurs articles au rôle de la femme dans la société. Le rédacteur a une conception valorisante de la femme. Il n'hésite pas à mettre en avant ses qualités au détriment de celles de l'homme. Il voue à la femme une grande admiration mais lui reproche tout de même sa frivolité.

Parallèlement, il dénonce les vices de l'homme violent et irrespectueux. *Le Journal du Hainaut et du Cambrésis* ne déroge donc pas à la règle des gazettes moralistes. Ces «questions intéressantes» que se pose le rédacteur reflètent la «douceur de vivre» de la fin de l'Ancien Régime, car, selon le mot de Talleyrand, «quiconque n'a pas vécu avant 1789 ne connaît pas la douceur de vivre». Évidemment, elle n'est pas pour tout le monde. On est donc loin des préoccupations politiques, économiques et sociales de la majorité des Français en 1788-1789.

■ Les «silences» du journal

Sous l'Ancien Régime, le pouvoir royal surveille les moindres écrits. Conscient du pouvoir que représente la presse, il a toujours veillé à en exercer un contrôle rigoureux. La publication d'un journal implique l'obtention d'un privilège et une autorisation préalable d'imprimer. La presse nationale et provinciale subit une stricte censure. La politique y est très peu abordée, le monopole concédé par le pouvoir royal explique son impossibilité à être critique. En 1788, la monarchie, malgré la pression

La presse en Hainaut-Cambrésis à la fin du XVIII^e siècle

de l'opinion publique en faveur de la liberté de la presse et de l'apparition de journaux qui osent s'engager sur le terrain du débat politique, consacre ses ultimes efforts à maintenir la réglementation ancienne.

Malgré une liberté d'expression limitée, les allusions à la politique ne sont pas absentes du *Journal du Hainaut et du Cambrésis*. Le périodique publie bon nombre d'arrêts et de décrets officiels du Conseil d'État du roi et de l'Assemblée des États généraux.

Cependant parler ouvertement de politique est interdit au *Journal*. Dans le numéro 11 daté du 6 août 1788, il en fait l'aveu : « Ne pouvant répondre en particulier à tous ceux qui nous écrivent pour se plaindre de ce que nous ne donnons pas de nouvelles politiques, nous nous contentons de leur faire savoir par cette lettre que la politique nous est interdite sous peine de suppression de notre privilège. » Le règne de la censure contraignant la presse provinciale à ne produire aucune pensée politique, les journaux se cantonnent à la simple reproduction de discours et de décisions officiels. C'est le cas du *Journal du Hainaut et du Cambrésis*, qui invite à suivre le cheminement des événements politiques par la publication de plusieurs extraits du Conseil d'État du roi. Le bihebdomadaire se contente de les restituer sans y apporter de commentaire. Il n'est cependant pas exclu d'y trouver de manière implicite l'amorce timide d'une prise de position. Le rédacteur trouve le moyen d'aborder la politique par des sous-entendus glissés dans les rubriques littéraires. Certaines allusions annoncent les prémisses d'un grand changement politique. Ainsi dans un poème paru dans le numéro 24 du 20 septembre 1788, le rédacteur, par le moyen détourné d'un songe se déroulant sur une planète où les habitants se préparent à une insurrection, avertit le lectorat d'une révolution imminente : « Et, tout à coup, je m'aperçus d'une grande fermentation, et je demandai la cause à un sujet rebelle aux lois de la souveraine. Et il m'apprit que cet état était menacé d'une grande révolution. »

À travers des « pensées » publiées dans plusieurs numéros, le chevalier de Limoges apparaît, à la veille de la Révolution, comme un noble attaché à

la monarchie – c'est certain –, mais aussi comme un homme préoccupé par le peuple et la société. Il exprime son envie de changer de société. Ce côté progressiste lui fait prendre des distances avec la noblesse.

numéros se succèdent et se ressemblent, les articles se répètent, le *Journal* n'est pas autorisé à parler des événements politiques qui se précipitent en cette période trouble, autant de raisons qui peuvent entraîner une désaffection



Le théâtre de Valenciennes est un bâtiment neuf lorsque paraît *Le Journal du Hainaut et du Cambrésis*. (Marie-Pierre Dion, *Valentiana*, n° 3, 1989)

Conformiste, le *Journal du Hainaut et du Cambrésis* n'est pourtant pas dénué d'intérêt pour plusieurs raisons. Il représente tout d'abord une des seules sources pour la reconstitution du calendrier théâtral de Valenciennes, mais pour une durée fort courte. Il constitue aussi une source essentielle sur les mercuriales des villes de Valenciennes et de Cambrai. Enfin c'est un bon témoin de la vie culturelle et de la vie quotidienne de l'élite urbaine à la fin de l'Ancien Régime. Le journal traduit assez bien ses préoccupations : monarchiste, traditionaliste tout en restant ouverte aux idées nouvelles, subissant quelque peu l'influence des Lumières. Les circonstances de sa disparition subite ne sont pas connues. On peut émettre quelques hypothèses. Le rédacteur ne fait pas preuve d'originalité, les

progressive du public. L'hypothèse la plus probable de cet échec reste un problème d'ordre financier. Le nombre de souscripteurs déclinant, la feuille disparaît. Un journal à l'époque devait obtenir 200 souscripteurs pour exister, le périodique n'a peut-être pas atteint ce nombre, les appels à de nouveaux lecteurs se succèdent en effet dans les derniers numéros.

À la mort du *Journal du Hainaut et du Cambrésis*, aucune gazette ne le remplace à Valenciennes. Il faut attendre juin 1792 pour voir apparaître ce qui est en quelque sorte son successeur : *L'Ami Jacques ou Argus du département du Nord*, journal quotidien créé par François Melletier.

Mikaël Bougenières est archiviste municipal à Cambrai.

1. Jean-Baptiste Adrien Henry est né le 4 février 1757 à Valenciennes, issu d'une famille exerçant l'art typographique de père en fils depuis les années 1690. À l'âge de 6 ans, il perd son père, Jean-Baptiste Gabriel Henry nommé en 1748 imprimeur du Roi à Valenciennes. Il devient pensionnaire au collège d'Arras où il reçoit une éducation distinguée.

Après ses études il revient à Valenciennes et devient en 1782 imprimeur à l'âge de 25 ans. Il fait son apprentissage à Bouillon où se trouve une importante société typographique. Il occupe la fonction d'imprimeur pendant près de quarante-quatre ans dont douze ans sans concurrence.

La presse à Lille pendant la Grande guerre

1 - Le Bulletin de Lille

Le 13 octobre 1914, lorsque les soldats allemands entrent dans Lille, les rotatives ont cessé de tourner depuis quelques jours. Le 29 octobre, lorsque le gouverneur militaire, le général von Heinrich interdit «le tirage et la distribution de journaux, circulaires et imprimés de toute espèce renfermant des nouvelles n'ayant pas été soumis à [sa] censure et publié sans [son] consentement exprès donné par écrit», aucun périodique n'a repris sa parution. Les directeurs de journaux se sont-ils posé à la question de savoir s'il fallait faire repaître leur titre après l'occupation? Les Allemands ont-ils cherché à les faire repaître? Les témoignages manquent pour répondre à ces questions.

Habitué à une presse abondante, six quotidiens et plusieurs hebdomadaires, les Lillois, coupés de la France non occupée, sont privés d'informations pendant près d'un mois. Seuls parviennent clandestinement quelques rares quotidiens parisiens achetés à prix d'or. Consciente de l'importance de la presse dans la vie de toute communauté, mais surtout de la nécessité de faire connaître au mieux ses diktats, l'autorité militaire oblige, dès le 15 novembre, la municipalité de Lille à faire paraître un périodique consacré aux informations officielles. Si ce journal se fait le reflet de l'autoritarisme de l'occupant, voire de sa brutalité, il ne semble guère avoir d'influence sur les esprits.

■ Le désir de l'occupant

«L'autorité militaire allemande nous ayant exprimé le *désir formel* de voir paraître par les soins de la municipalité un journal qui contiendrait les informations officielles (proclamations, affichages et conférences de la Commandanture) ainsi que les réclames commerciales, nous avons entrepris la publication de ce journal auquel nous avons donné le titre de *Bulletin de Lille*. Les renseignements concernant

l'état civil et les convocations aux funérailles trouveront également place dans cet organe.»

Le dimanche 15 novembre 1914, la parution du *Bulletin de Lille* ne donne lieu à aucune de ces professions de foi triomphales auxquelles les lecteurs ont pu être habitués lors de la sortie de chaque nouveau titre. La municipalité lilloise fait dans la sobriété pour annoncer la naissance de ce bihebdomadaire qui, sous son titre, portera le temps de son existence la marque de ses origines «publié sous le contrôle de l'autorité allemande.»

De format 27 × 38 cm, puis 27 × 45 cm, ce périodique ne comprend, la plupart du temps, qu'une feuille imprimée recto-verso par l'Imprimerie «La Gutenberg», 5-7, rue Desrousseaux. Cette imprimerie coopérative fondée en juillet 1906 ne s'est, jusqu'à présent, guère distinguée dans la presse. *Le Bulletin de Lille* n'a pas de véritable rédaction même si son gérant, Paul Cornille, est probablement un ancien journaliste de *La Dépêche de Lille*. Vendu cinq centimes chaque lundi et chaque jeudi, le périodique ne dispose que qu'un seul point de vente, chez Mme Tersaud. Installée 14, rue du Sec-Arembault, celle-ci est présentée dans l'annuaire Ravet-Anceau comme marchande de journaux.

Quant au tirage du *Bulletin*, il faut attendre les derniers mois de la guerre pour avoir une indication. En raison de «la disette de papier», le tirage du n° 375, daté du 16 juin 1918, a été limité à 20 000 exemplaires pour une population évaluée à quelque 112 000 habitants². Cette précision amène à imaginer un tirage nettement supérieur les mois précédents d'autant qu'en février de la même année, la direction s'était déjà plainte de la réduction forcée du tirage pour la même raison. L'imprimeur a d'ailleurs déjà dû utiliser divers stratagèmes pour pallier cette pénurie de papier. Le format a été légèrement agrandi à partir du

numéro 108, mais surtout après six mois de parution, le corps des caractères d'impression a été réduit d'abord pour les petites annonces, «en raison de l'extension prise par la publicité», argue *Le Bulletin*, puis pour l'ensemble des informations.

Le contenu du périodique³ est entièrement défini dans la mise en garde de la municipalité paru dès le premier numéro. Ce bihebdomadaire est schématiquement divisé en quatre parties : les actes de l'autorité allemande, les avis de la mairie, les annonces diverses et l'état civil. Quelque 350 actes provenant de l'occupant sont ainsi publiés, reflétant les interdictions faites à la population, les contraintes quotidiennes que lui impose, selon l'expression du docteur Alain Gérard «une administration tatillonne qui s'intéresse à tous les actes de sa vie.» Dans ses avis, la municipalité s'efforce, quant à elle, d'atténuer la dureté des temps par toute une série de conseils.

■ «Fort laconique»

Les comptes rendus, voire les reportages, sont extrêmement rares dans le *Bulletin de Lille*. Pourtant, ce périodique n'échappe pas à la censure. Durant les premières semaines de son existence, il paraît même avec des «blancs» que l'imprimeur n'a pas eu le temps de combler par d'autres communiqués ou d'autres conseils. Ce sont les discours des notables lillois prononcés à l'occasion de funérailles qui font l'objet de la surveillance la plus étroite. Le cas de censure le plus connu est celui du discours d'Émile Ferré, rédacteur en chef de *L'Écho du Nord*, lors du dernier hommage rendu à son prédécesseur, Hippolyte Verly, journaliste, écrivain et même homme politique lillois. Malicieusement Ferré, qui s'est heurté à plusieurs reprises aux Allemands en cherchant à empêcher l'utilisation de l'imprimerie de son journal, souligne combien Verly «sut évoquer avec la même aisance, tantôt comme dans *Le Sac de Bavay* toutes les horreurs de l'invasion des barbares, tantôt comme dans *Van Brabant et Cie* les traditions familiales de notre négoce.» L'allusion aux barbares, même s'il s'agit là d'un fait ayant eu lieu il y a des centaines d'années, en 258, est immédiatement censurée, ne lais-

La presse à Lille pendant la Grande Guerre

sant qu'un passage tronqué qui n'a plus grande signification pour les lecteurs du *Bulletin de Lille*.

Si la diffusion du périodique est conséquente, personne ne se fait d'illusion sur sa valeur. Beaucoup de Lillois se plaisent à s'en moquer, comme le prouvent les témoignages de Louis Étienne Cliquennois-Paque. Le premier est extrait d'un petit ouvrage d'une cinquantaine de pages, non daté, *Quatre années de domination allemande à Lille. Heures et loisirs d'un occupé*⁴ dans lequel ont été regroupés des textes et des poésies écrits entre octobre 1914 et octobre 1918 :

Pendant l'occupation
La meilleure distraction,
C'est de lire, je le donne en mille,
Le *Bulletin de Lille*.
S'il est petit par la taille,
Il n'en est pas un qui le vaille.
Il est grand par les pensées,
Mais modestes, il les tient bien cachées.

À la Libération, le même Cliquennois-Paque récidive dans son ouvrage *Lille, ville martyre*, paru en 1919 :
Comme il ne donne aucune nouvelle
– De discrétion, c'est toujours un
modèle –

Il est toujours bien renseigné
Et sûr de ne pas se tromper.
Il fait partie, j'en suis certain,
Du grand cercle des « tout va bien »
Il ne cause jamais de bile
Le *Bulletin de Lille*.

Et quant aux nouvelles locales,
Incendies, accidents, scandales,
On n'en voit pas la moindre trace,
Ce n'est pas ce qui l'embarrasse.

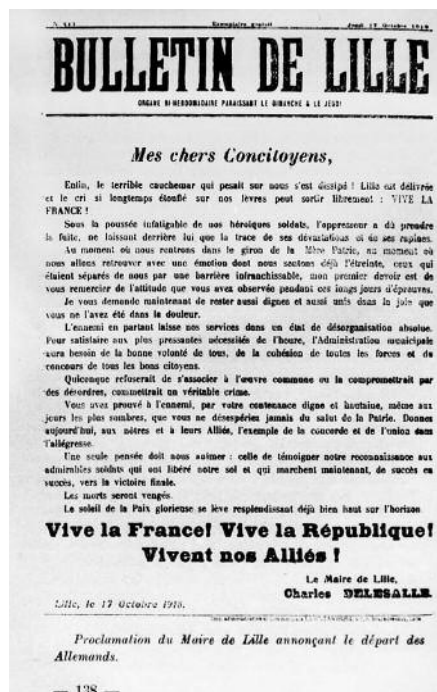
...

Malgré qu'il soit fort laconique,
C'est un très bon soporifique.

Déjà, durant l'occupation, en février 1917, le correspondant lillois de *La Gazette des Ardennes* ironisait sur l'inanité de son contenu. Il le présentait comme la purge obligée, infligée à des Lillois qui auraient abusé de la presse parisienne : « Nous avons trop lu les journaux de Paris ; nous devons être punis et on nous a donné le *Bulletin de Lille*. Avec lui, pas de méningite à redouter, les parents peuvent en permettre la lecture à leurs enfants et aux jeunes filles rêveuses. »

■ **Témoin involontaire de la vie**

Le *Bulletin de Lille* est pourtant un assez bon témoin de la vie des Lillois sous l'occupation. Ancien journaliste à *L'Écho du Nord*, fondateur en 1909 de l'hebdomadaire *Nord Illustré*, André Fage lance à Paris en 1914 le *Journal des réfugiés du Nord*. En 1917, il publie un ouvrage *Lille sous la griffe allemande* qui retrace la vie dans la cité du Nord du 24 août 1914 au 1^{er} décembre 1915, notamment à travers les proclamations et affiches de l'autorité allemande. Il consacre quelques pages à ce *Bulletin*. Il y note combien les petites annonces sont révélatrices des



Le seul numéro du *Bulletin de Lille* qui n'a pas été publié sous le contrôle de l'autorité allemande, celui de la « Délivrance ».

conditions de vie sous l'occupation : « Elles trahissent, écrit-il, le marasme des affaires, le désœuvrement des employés, les difficultés de ravitaillement, toutes les phases enfin de cette époque angoissée.⁵ » Ces annonces qui occupent une place de plus en plus large trahissent en effet l'appauvrissement de la population, son besoin d'argent pour subsister.

Dans son mémoire de Master 1 présenté en 2005 à l'Institut catholique de Lille, Sophie Vandendriesche démontre notamment combien ce périodique est un témoin de la brutalité de l'occupation dans une ville où tout est mis en

œuvre pour la piller et pour isoler la population du reste du territoire. « Tout ce que doivent savoir les habitants est dans le journal : ce qu'il faut faire, ce qui est autorisé, ce qui est interdit », précise-t-elle. La circulation est réglementée notamment pour faciliter le passage des troupes, les attroupements sont limités. Tout ce qui peut rappeler la France est proscrit : Lille est à l'heure allemande, le mark a remplacé le franc dont la valeur est fixée à 1,25 F, tous les drapeaux des nations en guerre contre l'Allemagne sont interdits, etc. Toute communication avec la France est prohibée, limitée à quelques lettres avec les prisonniers. Les Allemands recensent les Lillois par profession, par tranche d'âge, par nationalité, par quartier, etc. Le *Bulletin* annonce l'obligation de posséder, sous peine de lourdes sanctions, une carte d'identité, le 5 août 1915, pour tous les hommes âgés de 15 à 55 ans, en février 1916 pour les femmes...

Le pillage de la ville par l'occupant transpire dans la plupart des pages du bihebdomadaire. Dès novembre 1914, le *Bulletin* relaie ses exigences : le paiement d'une contribution de guerre de six millions de francs en quatre fois en trois semaines. Puis ce sont les frais d'entretien de la troupe, des taxes, d'autres contributions de guerre, des réquisitions sur les vivres, les objets les plus divers, les matières premières... Le 8 juin 1917, *Le Bulletin* publie la longue liste de tous les objets mais aussi de tous les produits comestibles saisissables par l'occupant, le 5 juillet de la même année celle des objets en métal saisissables... On comprend que les Lillois ne possèdent plus grand chose à la sortie de la guerre.

Dans le premier numéro du *Bulletin*, l'armée allemande, proclame le premier gouverneur de Lille Wahnschaffe, « ne fait la guerre qu'aux armées française, anglaise et belge, pas à la population qui ne prend pas part à la guerre ». Pourtant, l'occupant, pour garantir l'ordre dans la ville, a recours aux otages dont le bihebdomadaire donne les noms. *Le Bulletin* tait cependant les déportations qui ont lieu à partir de 1916. Il faut attendre janvier 1918 pour qu'il annonce le départ d'otages vers le camp d'Holzminden en Lituanie

La presse à Lille pendant la Grande Guerre

Bien que le journal évoque peu les conséquences des décisions allemandes, les informations sur la faim qui sévit, les maladies qui se propagent : fièvre typhoïde, tuberculose, scorbut, grippe espagnole sont nombreuses. La publication des sanctions est aussi un excellent baromètre de la colère des Lillois face aux réquisitions, à la mise en place du travail forcé, ... de la désobéissance des simples citoyens, de leurs gestes de patriotisme jusqu'aux actes de résistance : marques d'attachement à la France, aux Alliés, encouragements aux prisonniers traversant la ville, coups de feu contre des soldats allemands, refus de travailler pour l'ennemi, etc. Quant aux exécutions des membres du comité Jacquet, de l'étudiant Léon Trulin, elles sont annoncées laconiquement. *Le Bulletin* n'évoque à aucun moment les arrestations de l'abbé Pinte, de Joseph Willot et de leurs compagnons, fondateurs d'une feuille clandestine qui, sous des titres divers, paraît du 1^{er} janvier 1915 au 19 décembre 1916⁶. Par contre, – faut-il y voir un rapport ? – au moment où les *Nouvelles françaises*, l'un des noms du périodique de Pinte et de Willot, annoncent un renforcement de la lutte contre l'arrivée des journaux de Paris et se fait l'écho de rumeurs sur l'arrestation de son directeur, le 30 mai 1915, *Le Bulletin de Lille* met en garde la population : « les journaux et imprimés périodiques ne pourront être édités et publiés qu'en langue allemande ». Ce qui met hors la loi toute publication éditée en français tant en zone occupée qu'introduite clandestinement ou par les airs. Les peines annoncées sont sévères : elles peuvent aller d'une amende de 12 000 marks à un emprisonnement de trois ans. Le 5 avril 1917, alors que le procès de l'abbé Pinte et de Joseph Willot, arrêtés quelques mois plus tôt, aura lieu dans quelques jours, une ordonnance interdit d'éditer, de propager, de détenir des journaux, revues ou feuilles périodiques de toutes sortes que ce soit en original ou en copie, écrits manuellement ou tapés à la machine sans autorisation spéciale de l'autorité allemande.

■ La vie en filigrane

Le journal évoque toutes les solidari-



Charles Delesalle, maire de Lille durant l'occupation.

tés qui se mettent en place avec les œuvres de bienfaisance : Association philanthropique du Nord, Œuvre des courettes lilloises, Œuvre du lait pour tous, Société lilloise de protection des enfants du premier âge, Cuisines populaires et Fourneaux économiques, mais surtout Comité hispano-américain chargé de la distribution de vêtements. Dans ses colonnes apparaissent aussi les comportements les moins honorables : petites fraudes, grands trafics de denrées, falsification de bons communaux, délinquance d'enfants et d'adolescents livrés à eux-mêmes.

Restrictions et pénuries obligent, *Le Bulletin* est une mine de conseils, d'astuces et de recommandations. Pour remplacer les produits alimentaires de base disparus : le beurre, le café, le pain, etc. Pour s'éclairer, lorsque le pétrole manque, puis l'huile, puis l'acétylène qui est remplacé en 1917 par le saindoux. Pour cuisiner sans

« employer un seul morceau de charbon »...!

Journal imposé par l'occupant, le *Bulletin de Lille* comporte de nombreux manques. Il apparaît désincarné de par sa nature même. La vie des Lillois ne se lit qu'en filigrane, l'absence de reportages masque la véritable dimension humaine de la guerre : les familles qui souffrent, les hommes qui luttent, les petits malins qui profitent de la situation... Seules les conférences tenues à la Kommandantur révèlent l'âpreté de l'affrontement entre le gouverneur militaire et le maire de Lille.

Ce périodique disparaît au lendemain du départ de l'occupant. Le dernier numéro, daté du jeudi 17 octobre 1918, est distribué gratuitement. Imprimé d'un seul côté, il ne donne qu'une information, la proclamation du maire de Lille, Charles Delesalle, annonçant la grande nouvelle.

Le soulagement est grand, mais le constat est amer : l'opresseur a pris la fuite, « ne laissant que la trace de ses dévastations et de ses rapines. » Le maire appelle à la cohésion, à l'union pour la réorganisation de la ville, à la reconnaissance envers les soldats qui ont libéré le sol français.

À suivre...

Jean-Paul Visse

Cet article est la reprise partielle d'une communication donnée le 21 novembre 2008 lors de la journée d'étude « Mémoire de l'occupation de la Grande Guerre dans le Nord-Pas-de-Calais, organisée par la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université catholique de Lille.

1. L'expression est en italiques dans le texte.
2. La population de Lille passe de 217 607 habitants le 1^{er} août 1914 à 160 000 en août 1915 pour arriver à 112 000 en octobre 1918. Chiffres donnés par Pierre Pierrard dans son ouvrage *Lille et les Lillois*, Bloud et Gay, 1967.
3. Cette partie doit beaucoup au mémoire de Sophie Vandendrische, *L'occupation de Lille et la vie quotidienne de ses habitants à travers le « Bulletin de Lille »*, Institut catholique de Lille, 2005, mémoire de Master 1 préparé sous la direction de Jean-Paul Visse.
4. *Heures de loisirs d'un occupé. Quatre années de domination allemande à Lille*. Librairie J. Taillandier.
5. Fage (André), *Lille sous la griffe allemande. Tous les arrêts municipaux, toutes les publications et affiches de l'autorité allemande du 24 août 1914 au 1^{er} décembre 1915*, Librairie académique Perrin et Cie, Paris, 1917.
6. Grelle (Bernard), Visse (Jean-Paul), « La presse clandestine pendant la Première Guerre mondiale », *L'Abeille. Journal de la Société des Amis de Panckoucke*, juin 2005, n° 1.

Les archives de Nord-Éclair : toute une histoire

Étant de ceux qui ont connu l'ancien dépôt d'archives du journal *Nord Éclair* situé rue du Caire, je ne pouvais que me réjouir de l'arrivée du fonds dans des locaux moins humides et plus propices à sa conservation. Voici désormais regroupés au siège du journal, 42, rue du Général-Sarrail à Roubaix, les collections de quotidiens, les revues mensuelles, le fonds photographique, les dossiers thématiques, en bref toutes les richesses d'information accumulées au long des années.

Archiviste à *Nord Éclair* depuis 1986, et seul devant cet immense fonds de mémoire collective, Thierry Deltour doit faire face sur plusieurs fronts : accueillir les lecteurs, fournir à ses collègues journalistes références et matières historiques, entretenir du mieux qu'il peut ce fonds d'archives, et sans doute d'autres tâches encore...

Les collections d'anciens journaux sont importantes : sur quelques centaines de mètres de rayonnages se trouvent le *Journal de Roubaix*, le grand ancêtre de *Nord Éclair*, et son supplément de l'entre-deux-guerres, *Le Dimanche du Journal de Roubaix*, *Le Réveil du Nord*, *Le Grand Écho du Nord*, *L'Égalité de Roubaix-Tourcoing*, *L'Avenir de Roubaix-Tourcoing*, *La Croix* pour évoquer les journaux de grande longévité, dont la plupart terminent leur parcours au moment de la Seconde Guerre mondiale. Pour les plus récents, *Nord Éclair* et ses nombreuses éditions locales, *Nord Matin*, et leurs suppléments. On y trouve également des journaux sportifs : *L'Équipe*, *Nord Sports*,... et

des revues : *Nord France*...

Le fonds photographique est important, clichés noir et blanc, couleur, diapositives, mais l'abondance de la matière fait qu'il n'y a pas eu d'inventaire systématique. On y trouve, patiemment regroupés par thèmes, des photos d'urbanisme des années trente à nos jours, par communes, par quartiers. La préservation et la conservation de ces documents inestimables s'imposent. Des dossiers thématiques ayant servi de matière à articles sont également regroupés dans ce fonds d'archives, qui ont pris avec le temps une dimension historique.

Un inventaire est sans doute à (re)faire, depuis le déménagement de la rue du Caire, afin de faciliter la consultation et surtout d'envisager la conservation. Thierry Deltour mentionne une démarche des Archives du monde du travail avant le déménagement, restée sans suite. Son grand souci est la dégradation progressive des reliures, puis des journaux eux-mêmes.

Le public qui consulte les vieux journaux est très divers : recherches personnelles, familiales ou professionnelles, généalogistes, historiens chercheurs et amateurs d'histoire locale. À tous ces habitués qui souhaitent obtenir une trace de leur lecture, Thierry Deltour



Nord France, un hebdomadaire dont la collection est conservée dans les Archives de *Nord Éclair*.

recommande l'utilisation d'un appareil numérique, la photocopieuse fragilise les reliures et le papier.

Il souhaiterait que l'on donne l'information sur les lieux où se trouvent les collections numérisées, afin de préserver les collections papiers. Les plus anciens journaux roubaisiens ont, en effet, été numérisés et se trouvent en consultation à la médiathèque de Roubaix, dans la salle d'études.

La préservation et la conservation de tous ces documents inestimables sont plus que jamais à l'ordre du jour. Le journal qui a accueilli en son sein l'histoire des rues de Roubaix n'est sans doute pas insensible au fonds patrimonial important qu'il possède. Les nouvelles techniques de fabrication ont désormais intégré la numérisation, et facilitent sans doute la conservation de la production actuelle. Mais qu'en sera-t-il des journaux et des photos de presse du *xx^e* siècle ? La fréquentation régulière des lieux d'archives montre que cette question ne peut rester lettre morte...

LA PRESSE ET LES COMMUNICATIONS PENDANT LA GRANDE GUERRE

L'Espace Gutenberg, installé à la capitainerie de Wambrechies 9, rue de l'Écluse, propose jusqu'au 12 septembre 2009 une exposition intitulée « **La presse et les communications pendant la Grande Guerre** ». Les visiteurs y verront notamment des reproductions de journaux publiés pendant et après la guerre, agrémentées de commentaires, ainsi que des téléphones et des outils de communication, prêtés par le Musée des télécommunications de Marcq-en-Barœul.

Ouverture : tous les mercredis et le 2^e dimanche du mois de 14h à 18h.

Renseignements : Tél. 03.28.38.84.21 ou 06.99.70.71.41,
par internet contact@espace-gutenberg.com

Philippe Waret

Bibliographie

de la presse régionale

Soyez précis : auteur(s), titre de l'ouvrage (ou de l'article), lieu de publication et éditeur, (ou périodique dans lequel vous avez trouvé ces renseignements), date et page(s), illustrations, etc. N'omettez pas de préciser de quel journal, magazine, revue il est parlé dans ce livre ou cet article, si ce renseignement n'apparaît pas clairement dans le titre, et le lieu d'édition du périodique. N'hésitez pas à joindre un commentaire explicatif.

Hommes et femmes de presse

- {Collaboration}; {Le Grand Écho du Nord}; «Les accusés du procès du Grand Écho sont condamnés à des peines d'une sévérité accablante», *La Voix du Nord*, 9 novembre 1945, 1^{re} page.
- {Nord}; Béhal, Pierre; Clauwaert, Jules; Comtesse, Serge; Décout, Robert, et al., *Des journalistes en Nord*, Édition Trimédia, 1986.
- {Arnault, Bernard}; «LVMH achète *Les Échos* pour 240 millions d'euros»; Santi, Pascal, «LVMH acquiert *Les Échos* après une longue bataille»; Santi, Pascal, «La Bataille des *Échos*», *Le Monde* 7 novembre 2007 (B. Arnault est né à Roubaix).
- {Broutchoux, Benoît}; [Pascal Philippe, alias] Phil; Callens, [Stéphane], *Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux / Phil* texte et dessin, [Stéphane] Callens, recherches historiques, Paris, Le Dernier terrain vague, 1979, 70 p., ill. en noir, couv. ill. en coul. ISBN 2-86219-010-1.
- {Legrand, Gély}; caricatures dans *Le Lillois*, n° 50, 22 novembre 1885; n° 51, décembre 1885; n° 65, 28 février 1886.
- {Leveaux, André}; «Le décès d'André Leveaux, une grande figure de *Nord Éclair*», *Nord Éclair*, 26 (28?) septembre 2004.
- {Lhotte, Gustave}; caricature dans *Le Lillois*, n° 33, 19 juillet 1885; n° 65, 28 février 1886; (Gustave Lhotte a travaillé pour *Le Petit Nord*; *L'Écho du Nord*; *L'Ami du Peuple* de Douai...).
- {Masure, Bruno}; Pignol, Marie, «Bruno Masure un peu de Nord sur A2», *Notre région, le mensuel d'information du Nord Pas-de-Calais*, n° 1, novembre 1990, p. 7.
- {Mordacque, Eugène}; «Eugène Mordacque, journaliste honoraire de *La Voix du Nord* n'est plus», *La Voix du Nord*, 4 janvier 2008.
- {Trimm, Timothée}; Lespes, Léo, dit Timothée Trimm, photographie dans Avenel, Henri, *Histoire de la presse française depuis 1789 jusqu'en 1900*, Flammarion, 1900, p. 493 (BMR, LP/ 209828).

Généralités

- {Philosophie et journalisme}; «Citéphilo: ouverture ce soir», *La Voix du Nord*, 8 novembre 2007, p. 11 (Thème du débat: «À quoi pensent les journalistes»).

Histoire de la presse en région Nord Pas-de-Calais

- {Région Nord Pas-de-Calais}; Piart, R., *La presse régionale au sommet de l'affaire Dreyfus*, Diplôme d'Études Supérieures d'histoire, Lille, 1959, (dir. M. Crouzet).

La Société des Amis de Panckoucke poursuit sa publication d'une bibliographie sur la presse du Nord et du Pas-de-Calais. Bernard Grelle est chargé de cette rubrique. Transmettez-lui les références que vous découvrirez (grellebernard@wanadoo.fr, ou à Société des Amis de Panckoucke, 13 rue du Château Roubaix).

- {Région Nord Pas-de-Calais}; Virel, E., *La catastrophe de Courrière et la presse régionale*, Diplôme d'Études Supérieures d'histoire, Lille, 1960, (dir. M. Crouzet).

- {Région Nord Pas-de-Calais}; «À propos de la répression, le commissaire régional de la République rappelle les devoirs de la presse», *La Croix du Nord, grand journal quotidien du nord de la France*, 59^e année, n° 42, 27 octobre 1944, p. 1.

Histoire de la presse : Nord

- {Histoire de la presse : Nord}; Maeght, Xavier, *La presse du département du Nord sous la Révolution française 1789-1799*, Thèse lettres, Lille, 1971, 2 volumes.
- {Histoire de la presse : Nord}; Lefebvre, Bernard, et Marchand, Philippe, «Aperçus sur l'histoire de la presse dans le département du Nord pendant la Révolution», Lille, Archives départementales du Nord, 2007, *Bulletin de la Commission historique du Nord*, tome I-III, 2005-2006, pp. 121-166.

Histoire de la presse par ville

- {Lille}; Kuhnast, G., *La presse lilloise devant l'établissement définitif du régime républicain: janvier-février 1875*, Diplôme d'Études Supérieures d'histoire, Lille, 1956, (dir. M. Girard).
- {Lille}; Bocquet, Alain, *La presse lilloise et les attentats anarchistes 1893-1894*, Diplôme d'Études Supérieures d'histoire, Lille, 1957, (dir. M. Duroselle).
- {Lille}; Penzak, D., *La presse quotidienne lilloise et les élections législatives de 1902 dans l'arrondissement de Lille*, Diplôme d'Études Supérieures d'histoire, Lille, 1957, (dir. M. Duroselle).
- {Lille}; Gravez, A., *La presse lilloise et les problèmes de la Défense nationale*, Diplôme d'Études Supérieures d'histoire, Lille, 1956, (dir. M. Duroselle).

Écoles de journalisme

- {E.S.J. Lille}; Friedel, Claire; Baillot, Frédéric, «L'École de journalisme de Lille partenaire de lycées sensibles», *La Voix du Nord*, 3 novembre 2007, p. 5r.

Des origines à 1880

Journaux

- {Région Nord Pas-de-Calais}; Trénard, Louis, *La presse périodique dans les pays septentrionaux durant la Révolution française*, Actes du XXIX^e congrès des Sociétés savantes du Nord de la France, Saint Omer, 1987.
- {Lille}; C. Kelkun, «Les journaux à Lille avant la Révolution», *La Dépêche*, 2-4 octobre 1887.
- {La Feuille périodique}; Desreumaux, Anne, *Un journal lillois sous la Révolution, La Feuille périodique de Paris de Lespinard*, Université de Lille III, maîtrise, 1978.

Bibliographie de la presse régionale

■ {Revue du Nord}; Trénard, Louis, « Note préliminaire [sur l'historique de *La Revue du Nord*] », in « Tables des années 1951-1960, *Revue du Nord*, Publication de la faculté des lettres et sciences humaines de Lille n° 1, Collection du Centre régional d'études historiques n° 4, pp 1-2.

■ {Le Cri des Flandres}; Vanhove, Jean-Paul, « L'Interdiction de lire *Le Cri des Flandres*, une mesure diversement appliquée dans les paroisses de Flandre », *Association Mémoire de l'abbé Lemire, bulletin* n° 13, février 2007, pp. 4-7.

■ {Le Cri des Flandres}; « Heurs et malheurs du *Cri des Flandres* », in *Hazebrouck et sa région au temps de l'abbé Lemire 1853-1928*, Robert Eftimakis (auteur et éditeur), 2006, 260 p.

■ {Le Travailleur}; *Le Travailleur, témoin de la vie du Parti Ouvrier dans la région lilloise en 1893*, Diplôme d'Études Supérieures, Lille, 1957, (dir. M. Duroselle).

L'entre-deux-guerres

■ {Le Réveil du Nord}; « La Reconstruction du *Réveil du Nord* [2 photos] », *Almanach du Réveil du Nord pour 1924*, pp. 112-113a.

L'occupation 1939 à 1944

Généralités

■ Grelle, Bernard, « Autour d'une collection de journaux clandestins (1940-1944) de la Médiathèque de Roubaix. «I; Les journaux de la Résistance socialiste». *L'Abeille*, n° 6, septembre 2007, pp. 4-9. «II; Les journaux de la Résistance communiste et assimilée», *L'Abeille* n° 7, décembre 2007, pp. 1 et 4-10. «III; Les journaux de la Résistance d'inspiration gaulliste», *L'Abeille* n° 8, avril 2008, pp. 1 et 6-11. «IV; Des journaux venus d'ailleurs», *L'Abeille*, n° 9, septembre 2008, pp. 11-13.

Journaux

■ {La Voix du Nord}; « Pendant la guerre, j'ai transporté clandestinement *La Voix du Nord* sous mon accordéon », *20 000 numéros: Avril 1941 - 17 septembre 2008: spécial 8 pages*; *La Voix du Nord*, 17 septembre 2008, p. 6.

■ {La Voix du Nord}; « Numéro 2000: Née en 1941, *La Voix du Nord* entend rester «vigilante sur la liberté» des hommes », *La Voix du Nord*, 18 septembre 2008, p. 4.

■ {La Voix du Nord}; « Numéro 2000: Pour les plus jeunes salariés du journal, l'émotion de la rencontre avec les résistants », *La Voix du Nord*, 18 septembre 2008, p. 4.

en bref...

■ Télé Voix du Nord

Ils en rêvaient depuis 1984, date du premier projet de télévision locale monté par la société NEP-TV, filiale de *La Voix du Nord*. Ils l'ont fait 24 ans plus tard. Le groupe de presse lillois a obtenu en octobre une fréquence de télévision numérique terrestre (TNT) pour diffuser un programme baptisé du nom provisoire de «Grand Place». Attribuée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), cette fréquence couvre le territoire du Nord et du Pas-de-Calais, à l'exception d'une bande littorale entre Calais et Le Touquet. Cette nouvelle télé régionale a obtenu le versement annuel d'une subvention de trois millions d'euros du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. «Qualité et originalité du contenu» sont annoncées sur cette chaîne de TNT qui n'a pas encore publié la grille de ses programmes.

■ Grand Lille TV

Un autre projet de chaîne locale TNT qui devrait diffuser sur la métropole lilloise a également été retenu par le CSA. Grand Lille TV est une chaîne d'informations en continu. Le dossier a été monté par Bruno Lecluse, fondateur de Télé Melody, une chaîne satellite musicale, et Michel Seydoux, le président du LOSC. Grand Lille TV était en concurrence avec le projet Télé Lille, une télé locale qui avait pour ambition de créer un «outil de démocratie locale». Ce dernier projet était soutenu par le club de la presse Nord - Pas-de-Calais.

■ M6 Lille quitte l'antenne

Le développement des nouvelles chaînes TNT a un impact dans le secteur de l'information télévisée. Les éditions locales (Lyon, Bordeaux, Marseille, Toulouse et Lille) de la

chaîne M6 devraient probablement être supprimées. 46 journalistes et une vingtaine de pigistes sont concernés par ces cinq fermetures. À Lille, huit salariés et huit pigistes assurent un décrochage d'informations locales depuis 1991.

■ Voix du Nord: le vrai-faux 20 000^e numéro

Une cérémonie, en mémoire des résistants du mouvement clandestin Voix du Nord, s'est déroulée le 17 septembre au fort de Bondues à l'occasion de la sortie du 20 000^e numéro du quotidien *La Voix du Nord*. Plusieurs résistants Voix du Nord ont en effet été fusillés dans ce fort au cours de la Seconde Guerre mondiale. Par un raccourci historique et sans aucun avertissement aux lecteurs, les dirigeants du journal lillois ont célébré leur numéro 20 000 de manière événementielle. Il s'agissait de préparer le passage en couleur du titre et la sortie d'une édition du quotidien le lundi à partir du 1^{er} décembre.

Pour rappel, la majorité des membres du mouvement de résistance Voix du Nord a contesté le lien entre le journal clandestin et le quotidien sorti au grand jour le 5 septembre 1944, reprenant la numérotation du titre résistant né en avril 1941. Selon le décompte de *La Voix du Nord*, le journal clandestin aurait publié 65 numéros. Ce qui est inexact. Il y a eu une erreur de numérotation pour le n° 28 qui n'existe pas, et aucun exemplaire du n° 42 n'a été retrouvé.

La cérémonie de Bondues s'est également déroulée sans le drapeau du mouvement de résistance Voix du Nord qui a été égaré...

La vie des médias dans la région

Croix du Nord Un jeune hebdomadaire de 40 ans... pour un titre fondé en 1889!

Le 10 octobre, l'hebdomadaire *Croix du Nord* a soufflé ses 40 bougies en publiant à cette occasion un numéro anniversaire dirigé par l'écrivain nordiste Michel Quint, qui a tenu le rôle de rédacteur en chef. Dans un supplément spécial, l'équipe rédactionnelle retrace les 40 années de parution hebdomadaire du titre. Les articles évoquent la ligne éditoriale et l'histoire du périodique lillois qui a modifié plusieurs fois son nom, ses formules et sa périodicité depuis sa fondation.

La Croix du Nord a une histoire ancienne puisque le premier numéro de ce journal catholique est édité le 21 novembre 1889. Le titre, dirigé par l'abbé Masquelier, avait été créé dans le cadre du développement du quotidien national *La Croix* se dotant de suppléments et d'éditions régionales au début de l'âge d'or de la presse en France. Jusqu'en 1891, année du début de sa périodicité quotidienne, *La Croix du Nord* est un bihebdomadaire diffusé dans notre région avec *La Croix de Paris*¹. Il en est de même dans le Pas-de-Calais avec *La Croix d'Arras* et des pays miniers ou *La Croix de Montreuil*. En février 1897, *La Croix du Nord* installe ses ateliers au n° 15 de la rue d'Angleterre.

Aujourd'hui, *Croix du Nord* (le déterminant «La» ne figure plus dans le titre depuis 1988) occupe le statut de doyen² des journaux lillois, les autres titres ayant disparu ou été contraints de changer de nom lors de la période de l'épuration de la presse après la Libération. À Lille, *La Croix du Nord*, comme le journal communiste *L'Enchaîné*, n'avait pas obtenu l'autorisation octroyée par les Allemands de réparaître pendant l'occupation. Le quotidien *La Croix du Nord* est reparu, doté d'une totale virginité, le 6 septembre 1944.

Le rythme quotidien dure jusqu'au 30 septembre 1968, une année qui marque un tournant. Ce journal était un «miracle permanent», mais aussi «un combat», selon Muriel Leudent, qui fut secrétaire de rédaction à *La Croix*. En 1968, les difficultés financières récurrentes du titre et l'érosion constante de son lectorat catholique conduisent les dirigeants de *La Croix du Nord*, sous la houlette de l'évêché de Lille, à adopter une périodicité hebdomadaire.

Le 6 octobre 1968, le quotidien devient *La Croix dimanche du Nord*. «Mgr Gand alors évêque de Lille ne pouvait se résoudre à la disparition de la presse catholique régionale. Il transforme le quotidien en hebdomadaire; Marie-George Delmasure est rédactrice en chef et se lance dans ce projet avec Michel Deplancke, alors directeur», indique l'actuel hebdomadaire dans son numéro des 40 ans. À l'imprimerie, c'est Jacques Hermant qui assure la sortie de la nouvelle formule dont le titre accroche l'œil avec son titre en caractères rouge et noir.

Cette première formule hebdomadaire prendra ensuite le titre de *Croix Magazine Nord-Pas-de-Calais*, afin de se donner une dimension plus régionale. «Les directeurs, les rédacteurs en chef ont défilé. Les uns orientant plus le journal sur la vie de l'Église, les autres lui donnant plus de poids dans le domaine économique, comme Jean-Claude Branquart l'a fait pendant 17 ans, ou dans le domaine politique et culturel comme l'ont fait Olivier Lepoutre, puis Bruno Cortecuisse», rappelle le journaliste Étienne Desfontaines dans le numéro du 40^e anniversaire. L'hebdomadaire

catholique a fêté ses vingt ans et son 1 000^e numéro dans son édition du 31 décembre 1987.

Presque vingt ans plus tard, une nouvelle page s'est tournée avec le passage en quadrichromie du titre le 7 octobre 2007. Depuis cette date, l'hebdomadaire *Croix du Nord* a remis ses valeurs fondatrices au centre de sa politique éditoriale. Il est sous-titré «hebdomadaire chrétien régional d'information». En recentrant son traitement de l'actualité à l'intention de la communauté chrétienne du Nord-Pas-de-Calais, il semble avoir retrouvé une identité forte.

«C'est un journal qui entend parler des débats de société – le bonheur au travail, l'intégration par exemple – à travers le regard de la communauté chrétienne», explique Véronique Durand, la rédactrice en chef, qui travaille avec trois journalistes, une vingtaine de correspondants et des titulaires de rubriques. «Nous avons lancé cette nouvelle formule en sachant que nous avions un gros potentiel de lecteurs à retrouver et à convaincre. Par ailleurs, nous savons bien que le rythme hebdo convient aux habitudes et au portefeuille d'un lectorat plus jeune», souligne-t-elle.

Le périodique, dont la maquette a été modernisée, contient en moyenne 28 pages, clairement séquencée et rubriquée autour de l'information de proximité des diocèses de Lille, de Cambrai et d'Arras. Il est imprimé à la *Presse Flamande* (groupe Voix du Nord) à Hazebrouck. L'hebdomadaire appartient à un petit groupe de presse de sept journaux catholiques³, la Société d'édition de la presse régionale (SEPR), une filiale du groupe Mulliez implantée à Toulouse.

La formule séduit puisque la *Croix du Nord* annonce avoir gagné 900 abonnés en une année pour atteindre le chiffre de ventes moyen de 11 000 exemplaires par semaine⁴. Une progression exceptionnelle qui repose sur des points forts, selon le journal. D'abord, le contenu rédactionnel qui opère une synthèse fiable des grandes questions régionales. Ensuite, la périodicité hebdomadaire qui offre un temps de lecture plus long en complément des revues locales diocésaines. Enfin, le positionnement revendiqué de «journal chrétien» dans le débat public. C'est un coup de jeune à la veille de préparer le 120^e anniversaire de la naissance de *Croix du Nord* en 2009!

Frédéric LÉPINAY



1. Jean-Paul Visse, *La Presse du Nord et du Pas-de-Calais au temps de L'Écho du Nord (1819-1944)*, Presses universitaires du Septentrion, 2004.

2. Le plus ancien périodique du Nord-Pas-de-Calais est *L'Abeille de la Ternoise*, fondé en 1841. Cet hebdomadaire de Saint-Pol-sur-Ternoise est depuis 2006 la propriété de Jean-Louis Prévost, ancien PDG du groupe Voix du Nord.

3. *Croix du Nord*, *La Vie quercynoise*, *La Voix du Cantal*, *La Voix du Jura*, *La Voix du Midi Actualités de Toulouse*, *La Voix du Midi Lauragais*, *L'Écho du Tarn*.

4. *Croix du Nord* n'est pas adhérent de l'Office de justification de la diffusion (OJD).

l'abeille Revue publiée par la Société des Amis de Panckoucke 13, rue du Château 59100 Roubaix ■ ISSN: 1959-0245 ■ Directeur de la publication: Jean-Paul Visse ■ Ont participé à ce numéro: Marie-Christine Allart, Mikaël Bougonières, Bernard Grelle, Frédéric Lépinay, Jean-Paul Visse et Philippe Waret ■ Maquette: Triangle Bleu ■ Abonnements (3 numéros): 10 € ■ Vente sur demande à la Société des Amis de Panckoucke ■ Avertissement: les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs ■ L'ensemble doit être adressé à l'adresse électronique suivante: labeille5962@orange.fr ■ Les photos qui accompagnent les textes doivent être libres de droit.